

"Les forces occidentales favorisent la renaissance du danger allemand" dans Zeitung vum Lëtzeburger Vollek (28 mai 1949)

Légende: A l'occasion de la conférence des ministres des Affaires étrangères de l'Union soviétique, des États-Unis, du Royaume-Uni et de la France en mai 1949 à Paris, le quotidien communiste luxembourgeois Zeitung vum letzeburger Vollek accuse les forces occidentales de ne pas se tenir aux accords de Potsdam et de promouvoir la naissance du "Quatrième Reich".

Source: Zeitung vum Lëtzeburger Vollek. 28.05.1949, Nr. 122. Luxembourg: Coopérative ouvrière de presse et d'éditions. "Westmächte begünstigen die Wiedergeburt der deutschen Gefahr", p. 1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/les_forces_occidentales_favorisent_la_renaissance_du_danger_allemand_dans_zeitung_vum_letzeburger_vollek_28_mai_1949-fr-45f6133b-9674-477b-ab2d-c252555f91de.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

Les forces occidentales favorisent la renaissance du danger allemand

en rejetant les propositions soviétiques d'une démilitarisation et d'un contrôle collectifs de l'Allemagne.

La conférence des quatre ministres des Affaires étrangères - Wyschinsky, Acheson, Bevin et Schuman - a débuté lundi dernier au Palais du marbre rose à Paris. Comme chacun sait, les ministres se sont mis d'accord sur l'ordre du jour suivant:

1. unité économique et politique de l'Allemagne, y compris la question du contrôle;
2. la question de Berlin, y compris le problème monétaire;
3. élaboration du traité de paix allemand;
4. examen du traité de paix autrichien.

À quels résultats les cinq premières réunions des ministres des Affaires étrangères ont-elles abouti?

Jusqu'à présent, le Conseil des quatre ministres des Affaires étrangères n'a abordé que le premier point à l'ordre du jour. Les représentants des puissances occidentales ont affirmé catégoriquement depuis le premier jour qu'ils ne voulaient en aucun cas «revenir en arrière».

«Revenir en arrière» signifie pour eux se baser sur l'accord de Postdam, qu'ils s'étaient solennellement engagés à appliquer, mais que seule l'Union soviétique a respecté fidèlement dans sa zone d'occupation. Que prévoit l'accord de Postdam? Il exige la dénazification, la démilitarisation et la démocratisation de l'Allemagne, ainsi que des réparations pour dédommager les pays agressés et détruits par Hitler. Aucun de ces points n'a toutefois été respecté par les puissances de l'Ouest. Elles en sont au contraire venues à rétablir le potentiel industriel (donc le potentiel militaire) de l'Allemagne de l'Ouest, à réactiver l'arsenal de la Ruhr et à remettre les nazis à leurs postes de commandement. Au premier jour de la Conférence de Paris, elles ont laissé proclamer à Bonn un quatrième Reich ouest-allemand, qui menace maintenant les frontières de la France, de la Belgique et du Luxembourg. Notre gouvernement a accepté le cœur léger toutes ces mesures qui menacent la sécurité de notre pays. Il a confié le destin du Luxembourg à Washington. Or Washington ne veut pas neutraliser l'Allemagne de l'Ouest, mais bien la rééquiper militairement. C'est dans cet esprit que Acheson, imité par Bevin et Schuman, défend sa thèse sur l'Allemagne à Paris.

Depuis le début de la Conférence de Paris, le ministre des Affaires étrangères soviétique, Wyschinsky, insiste sur le règlement de la question allemande dans l'esprit de la sécurité et de la paix. Il a proposé le rétablissement du Conseil de contrôle pour l'Allemagne conformément à l'accord de Postdam. Pour la Ruhr, il a également exigé le contrôle des quatre avec une représentation consultative des voisins de l'Allemagne.

Les puissances de l'Ouest, qui n'ont pas voulu «revenir en arrière», ont rejeté ces deux propositions. Acheson a en outre expliqué que les puissances occidentales auraient consenti «d'énormes dépenses» pour le réarmement de l'Allemagne de l'Ouest et ne voudraient en aucun cas abandonner leur politique séparée. Acheson a même voulu imposer à l'Union soviétique les décisions sur l'Allemagne unilatéralement signées à Washington le 8 avril qui prônent la création du quatrième Reich ouest-allemand.

Wyschinsky a répliqué que l'Union soviétique, très soucieuse de défendre la paix et non de préparer la guerre, ne pouvait pas reconnaître de tels principes, qui contredisent en outre l'accord qu'elle a signé (Postdam).

Les réunions des quatre ministres des Affaires étrangères sont déterminantes à ce stade. Les quatre prochains jours nous montreront si les puissances de l'Ouest sont disposées à encourager la compréhension entre les

grandes puissances ou si elles veulent agrandir le fossé qu'elles ont créé. Une chose est claire: l'Union soviétique reste fidèle à la ligne qu'elle a suivie jusqu'ici, c'est-à-dire la défense de la paix.

Paris – Lors de la conférence des ministres des Affaires étrangères hier, Wyschinsky a de nouveau présenté ses arguments en faveur de l'unité de l'Allemagne en approfondissant certains points. La prochaine séance a lieu aujourd'hui après-midi à 15 h. Aucune réunion n'est prévue pour demain dimanche.